

Un bilan de la réforme d'accès aux études de santé en demi-teinte

Une profonde réforme de l'accès aux études de santé avait pour objectif d'augmenter la réussite des étudiant·es pour combler les déserts médicaux. Au bout de deux ans, les objectifs sont loin d'être atteints et l'accès aux études de santé reste toujours aussi sélectif, avec une majorité d'étudiant·es issu·es de milieux très favorisés.

Par **JACQUES HAIECH**, professeur honoraire de biotechnologies, université de Strasbourg, **MARIE-BÉNÉDICTE ROMOND**, membre du Cneser, et **NATHALIE LEBRUN**, membre de la commission administrative

La réforme de l'accès aux études de santé, mise en œuvre à la rentrée 2020, a profondément transformé l'accès aux formations médicales (médecine, odontologie, pharmacie, maïeutique) et paramédicales en France. Avec la suppression de la première année commune aux études de santé (Paces), deux nouveaux parcours ont été créés pour diversifier les profils étudiants et mieux répondre aux enjeux de santé publique : le parcours accès spécifique santé (PASS) et la licence accès santé (L.AS).

Après deux ans de mise en œuvre, le SIES dresse un bilan en demi-teinte de cette réforme d'ampleur. Malgré des avancées prometteuses, de nombreux défis restent à relever pour atteindre pleinement les objectifs visés.

CAPACITÉS D'ACCUEIL ÉLARGIES

Parmi les points positifs, on note une augmentation significative du nombre d'étudiant·es admis·es en 2^e année des filières de santé. Grâce au remplacement du numerus clausus par un numerus apertus, les capacités d'accueil ont été élargies. Le taux de réussite en un an des néobachelier·ères a progressé (25 % en 2021, contre 19 % en 2020). Les parcours sont plus fluides, avec un accès à la 3^e année en deux ans après le bac pour davantage d'étudiant·es. La réforme favorise par ailleurs les réorientations rapides pour les étudiant·es non admis·es en santé, en limitant les redoublements. Ils et elles peuvent poursuivre en 2^e année de licence, y compris en L.AS, sans « perte de temps ». Une amorce de diversification des profils est observée, surtout en médecine, même si elle reste timide. Cependant, ces progrès ne doivent pas masquer les nombreuses difficultés rencontrées. La mise en œuvre s'est avérée très hétérogène et inégalitaire selon les universités. Le système PASS/L.AS apparaît complexe et source de disparités. Dès 2021, des discordes, soulevées par le collectif PASS/L.AS, sont apparues concernant le nombre de places attribuées entre les deux parcours, et leurs modalités d'accès à la 2^e année des études de



© Pixabay

Même si une amorce de diversification des profils est observée, en particulier en médecine, celle-ci reste timide.

santé. Fin 2023, le gouvernement a été enjoint par le Conseil d'État de les revoir dans les six mois. Un manque de communication et de transparence est aussi pointé du doigt. Des différences de niveaux et d'abandons persistent selon les parcours.

FORTE SÉLECTIVITÉ SOCIALE

Malgré une ouverture à de nouveaux profils en L.AS, la sélectivité sociale reste forte parmi les admis·es en 2^e année. Les étudiant·es issu·es de catégories socioprofessionnelles très favorisées et les « très bon·nes » bachelier·ères demeurent surreprésenté·es, surtout en PASS et hors médecine. La diversification reste donc limitée à ce stade. Pour réellement démocratiser l'accès aux études de santé, il faudrait renforcer le pilotage national de la réforme (référentiel commun, modalités des épreuves...), mieux accompagner les étudiant·es, développer les passerelles depuis les licences et assurer un financement pérenne. Une approche territoriale des capacités d'accueil, en lien avec les besoins de santé, est aussi cruciale.

Au final, si la réforme va dans le bon sens avec des parcours plus progressifs et modulaires, sa mise en œuvre soulève encore de nombreux défis pour atteindre ses objectifs ambitieux. Un ajustement continu sera nécessaire dans les années à venir pour réellement diversifier les profils, réduire les inégalités d'accès et mieux répondre aux enjeux de santé publique. Sans un accompagnement renforcé et un financement pérenne, le risque est grand de créer une « génération sacrifiée » le temps que la réforme produise tous ses effets. L'avenir du système de santé en dépend. ■

Si la réforme va dans le bon sens avec des parcours plus progressifs et modulaires, sa mise en œuvre soulève encore de nombreux défis.